



## Et maintenant ?

Le 25 mai dernier, nous avons élu nos représentants aux parlements européen, belge et wallon ou bruxellois. Depuis septembre, chaque mois, nous vous avons présenté un enjeu de ce triple scrutin, qui vous concerne directement. À l'heure où les alliances politiques se négocient, il est temps de les rappeler.

Et voilà. Après des mois de campagne électorale, nous connaissons les nouveaux partis au pouvoir aux parlements européen, fédéral et régionaux. C'est avec eux que nous allons devoir discuter, négocier et même lutter pour réaliser notre projet social. Autant le dire de suite : nous avons du pain sur la planche.

## La Belgique peut racler les fonds de tiroir... ou en ouvrir un autre



À l'heure où nous écrivons ces lignes, les tractations politiques pour former une majorité fédérale battent leur plein : beaucoup de scénarios sont encore possibles et il ne serait pas prudent de parier sur la composition du prochain gouvernement. Mais quoi qu'il advienne, les cinq prochaines années s'annoncent ardues, malheureusement. Il reste beaucoup à faire pour réduire les inégalités de toutes sortes dans notre pays et construire une société où chacun peut s'épanouir.

### Vaches maigres en vue

En décembre dernier, la Belgique a ratifié le TSCG, nom barbare utilisé pour désigner le traité budgétaire européen, qui instaure la fameuse « règle d'or ». Désormais, notre pays est tenu de ne jamais dépasser un déficit de 0,5% et de se désendetter rapidement, sous peine d'être sanctionné automatiquement par l'Europe. Concrètement, cela signifie que l'Etat doit économiser environ 13 milliards d'euros par an. Au moment où la priorité serait d'investir, cette politique est évidemment absurde, et nous continuerons de la dénoncer.

En attendant, il n'y a pas 36 manières d'économiser de l'argent. On peut augmenter les recettes, limiter les dépenses, ou les deux à la fois. Côté recettes, de nouveaux impôts

pourraient faire l'affaire. Mais on sait combien ils sont impopulaires, et aucun parti dans la course aujourd'hui ne s'est risqué à défendre cette idée lors de la campagne électorale - mis à part le PS, qui s'est engagé à taxer le capital, mais se trouvera très isolé sur ce point s'il fait partie de la majorité. On semble donc se diriger plutôt du côté de la réduction des dépenses, apparemment plus facile à faire accepter à la population. En clair, cela se traduit par des coupes dans les prestations sociales (allocations de chômage, pensions, remboursement des soins de santé...) et les services à la population (accueil de la petite enfance, des personnes handicapées ou âgées, éducation, prévention, transports en commun, accès à la culture...).

Alors, quels sont les enjeux des prochains mois, au niveau fédéral ? Plusieurs dossiers importants nous attendent.

### Le régime de chômage

L'une des pires casseroles du gouvernement sortant est sans aucun doute la réforme du chômage, qui sanctionne les sans-emploi sans s'attaquer aux causes du chômage. La pression des syndicats, au sein du comité de gestion de l'ONEm, a déjà permis quelques corrections, annoncées durant la campagne électorale. Mais il reste encore beaucoup

à faire pour protéger les travailleurs avec ou sans emploi, à commencer par créer de l'emploi.

### L'emploi

Durant la campagne, tous les partis ont mis l'accent sur l'emploi. Evidemment, les recettes varient, mais consistent essentiellement en des réductions de cotisations pour les employeurs, qui n'ont jusqu'à présent jamais fait leurs preuves. Nous continuons de défendre l'investissement dans les secteurs durables, comme la transition écologique et les services à la population, et la réduction collective du temps de travail pour créer de l'emploi de qualité.

### La concertation sociale

En janvier, un nouvel accord interprofessionnel (AIP) sera négocié : il s'agit pour les syndicats et les employeurs de se mettre d'accord sur la base des conditions de travail et de salaire pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses du secteur privé. En 2011 et en 2013, ces négociations ont échoué et le gouvernement a repris la main, imposant des mesures largement défavorables aux travailleurs. Nous devons absolument récupérer notre rôle dans la concertation sociale et notre liberté de négociation col-

lective, qui sont les seuls à avoir fait leurs preuves en termes de progrès social. A ce propos, en 2015, l'arrêté royal bloquant les salaires arrivera à son terme. Ici aussi, nous devons mettre la pression pour qu'il ne soit pas reconduit, et permettre aux secteurs de négocier des augmentations collectives de salaire !

### Les pensions

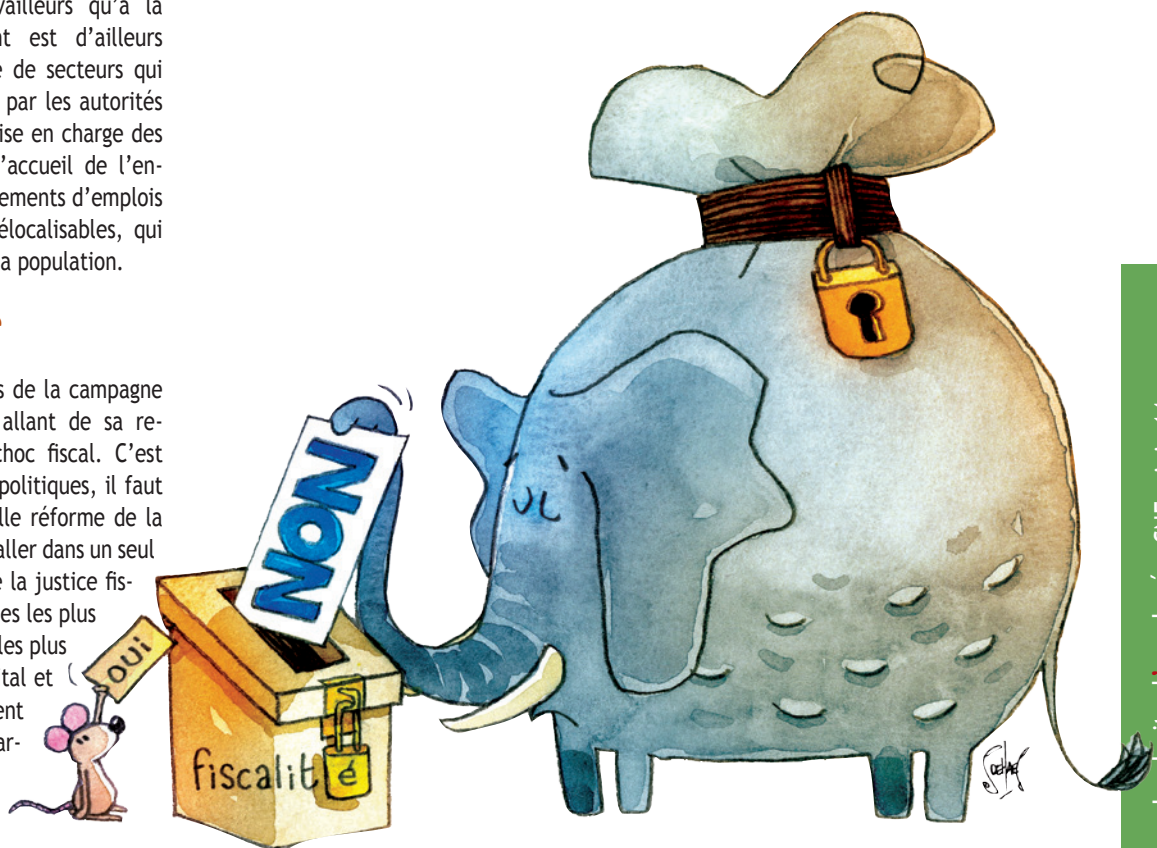
Après la pause électorale, la réforme des pensions devrait reprendre de plus belle. Les dangers sont connus : le recul de l'âge de départ à la retraite et l'affaiblissement de la pension légale, ce qu'on appelle le « premier pilier ». Ici aussi, nous devons nous mobiliser pour permettre à chacune et chacun de profiter dignement de sa pension.

### La transition écologique

Alors que le défi climatique se fait de plus en plus pressant, la crise semble l'avoir relégué au dernier rang des préoccupations politiques. Dommage, car la transition vers un mode de vie bas carbone et plus respectueux de l'environnement est une réelle opportunité économique. En l'envisageant comme un investissement et non pas une charge pour la société, on pourrait créer des emplois de qualité, profitables autant aux travailleuses et travailleurs qu'à la société. Le raisonnement est d'ailleurs applicable pour une foule de secteurs qui sont aujourd'hui délaissés par les autorités publiques : la santé, la prise en charge des personnes dépendantes, l'accueil de l'enfance représentent des gisements d'emplois utiles et durables, non délocalisables, qui profitent à l'ensemble de la population.

### La clé : la fiscalité

Elle a été l'un des thèmes de la campagne électorale, chaque parti allant de sa recette ou de son électrochoc fiscal. C'est logique : pour mener des politiques, il faut des moyens. Une éventuelle réforme de la fiscalité devra en tout cas aller dans un seul sens, selon nous : celui de la justice fiscale, dans lequel les épaules les plus larges portent les charges les plus lourdes. A ce titre, le capital et les grosses sociétés disposent toujours des plus belles car- rures...



#### Verte claque !

*Pourquoi Ecolo a-t-il perdu la moitié de ses électeurs ? Impossible de le savoir vraiment. A la CNE, nous avons vertement reproché aux partis de « l'Olivier » (PS, Ecolo, cdH) d'avoir soutenu le TSCG (voir page 6), qui pèsera dramatiquement sur les politiques sociales ou écologiques de demain. Est-ce une des raisons qui a conduit plus d'un électeur vert à aller voir ailleurs ? Et, si oui, la distribution des claques s'est-elle faite équitablement ?*

*Ce qui est sûr, c'est qu'avec la crise qui s'éternise, la préoccupation pour notre planète risque d'être (encore !) moins présente dans nos parlements. Et c'est inquiétant : on ne construira pas de justice sociale sur une planète dévastée. (Pas plus que d'environnement protégé dans un monde d'inégalités sauvages). La CNE réclame depuis longtemps de changer de modèle de développement, de se libérer de l'obsession de la croissance. Les verts affaiblis, verra-t-on les autres partis s'intéresser (vraiment) aux défis écologiques ? Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce n'est pas gagné d'avance...*

#### Débarassés du communautaire ?

*Malgré son succès, la NVA est contournable. Ceci fait dire à certains qu'on est - pour un temps - débarrassé des débats communautaires. Pas si sûr ! La réforme de la constitution et BHV n'ont jamais été notre tasse de thé. La défense de la Sécu, si ! Or, le prochain gouvernement risque de poursuivre, sans grands débats constitutionnels, la scission de cette Sécu. C'est le pire effet de la peste communautaire. Ce serait nous mentir que de nous faire croire que cette menace a disparu.*

*Le premier devoir de nos élus, c'est de protéger la Sécu. Peu importe que ceux qui s'y attaquent mettent un masque « communautaire » ou « socio-économique »*

## L'Europe, un message à entendre



### **Suicide européen, mode d'emploi.**

*Ce qu'ils sont incapables de faire à 28 (harmoniser vers le haut nos droits sociaux), nos Chefs d'Etat le réussiraient-ils mieux à 78, en mettant autour de la table les 50 Etats des USA, dans un « Grand Marché » transatlantique ? 28 « Etats-Désunis » face au bulldozer commercial des USA ?*

*Alors même que les USA sont un des seuls pays du monde à n'avoir pas ratifié les conventions internationales contre le travail des enfants, l'esclavage ou la répression des syndicats ? Ceux qui veulent négocier ce Grand Marché (TTIP) organisent le suicide de notre Europe. Autant le savoir, pour résister tant qu'il est encore temps. (voir l'Image, page 2).*

« L'Europe se lève avec la gueule de bois », pouvait-on lire un peu partout dans la presse du lundi matin, lendemain du scrutin européen. Il est vrai que la sensation est nauséuse : aux quatre coins du vieux continent, les partis d'extrême-droite se sont hissés au pouvoir, arrivant même en tête en France, au Royaume-Uni et au Danemark.

En Autriche, Hongrie, Suède et Grèce, l'extrême-droite n'est pas le premier parti, mais a réalisé un score très inquiétant. Comment interpréter ces résultats ? « C'est difficile de tirer des conclusions générales, car le scrutin européen se joue aussi sur des questions nationales, propres à chaque Etat », répond Etienne Lebeau, expert des questions européennes à la CNE. « Mais je dirais qu'il y a deux messages. Premièrement, il y a une réaction de refus du transfert de compétences autrefois nationales vers l'échelon européen. L'UE a de plus en plus de choses à dire par rapport à la politique budgétaire, par rapport aux salaires, et c'est considéré comme illégitime par beaucoup de citoyens européens. Ils ont l'impression d'un hold-up. Deuxièmement, il y a l'idée que cette crise a été provoquée par certains (les Grecs, les Espagnols, etc.), et qu'il faut donc réduire les liens politiques avec ces pays. » Alors qu'il s'agit clairement d'une crise du système capitaliste, les Européens cherchent un bouc émissaire : que ce soit vers les Grecs, les chômeurs ou les immigrés, les partis d'extrême-droite sont parvenus à détourner la colère des citoyens. « Or cette crise est une crise du système européen. Les Etats membres et les instances européennes en sont donc collectivement responsables. On n'a pas voulu voir qu'une zone euro construite sur une base néolibérale et financière allait droit dans le

mur ». Et dans les Etats qui subissent le plus durement les cures d'austérité de la troïka<sup>1</sup> ? En Espagne, les petits partis de gauche, et notamment le parti Podemos, issu du mouvement des Indignés, ont fait une percée remarquable. En Grèce, malgré le score pré-occupant de l'extrême-droite, c'est le parti de la gauche radicale Syriza qui remporte les élections. Là aussi, le vote des citoyens exprime une réelle contestation vis-à-vis de l'Europe. Mais avec des revendications aux antipodes de celles de l'extrême-droite : il ne s'agit pas de « faire pourrir l'Europe de l'intérieur », comme l'a proclamé Marine Le Pen, Présidente du Front national français, mais bien de lui donner un autre cap, celui d'une Europe sociale, juste et solidaire.

### **On prend les mêmes... mais on ne recommence pas !**

Malgré cette poussée de l'extrême-droite et des partis eurosceptiques<sup>2</sup>, c'est la droite conservatrice qui garde le plus grand nombre

de députés européens. Comme en 2009, les socialistes arrivent en deuxième position, et les libéraux restent le troisième groupe du Parlement européen, suivis par les Verts et la gauche radicale. Ainsi, même si les trois premiers groupes politiques ont perdu des plumes, les grands équilibres ne sont donc pas réellement bouleversés. Pourront-ils pour autant continuer leurs politiques comme si de rien n'était ? Ce serait une erreur : avec un taux de participation de seulement 43% à travers tout le continent et le vote de contestation d'une grande partie des électeurs (dans un sens comme dans l'autre), nos élus doivent impérativement redonner le goût de l'Europe à tous ses citoyens.

Et la première chose à faire, c'est mettre un terme aux politiques d'austérité. Celles-là même qui, en 5 ans, ont fait exploser le chômage, dégradé la santé des gens, appauvri les pensionnés, coupé dans l'éducation et les services à la population, écrasé les salaires... sans jamais toucher au secteur financier, au pourcent le plus fortuné, aux intérêts des multinationales. De nombreux acteurs l'avaient annoncé, l'expérience l'a désormais démontré : l'austérité est le problème, pas la solution.

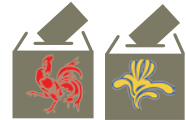
<sup>1</sup> La troïka désigne le trio qui impose les plans d'austérité (cyniquement appelés « plans de sauvetage ») depuis la crise de 2008, à savoir la Commission européenne, le Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne. Aucune de ces institutions n'est élue démocratiquement.

<sup>2</sup> On distingue généralement les eurosceptiques, qui sont en désaccord avec les politiques européennes menées à un moment précis, et les europhobes, qui rejettent le principe même de l'Union européenne.

## L'Europe plus démocratique, vraiment ?

Pour la première fois, le président de la Commission européenne sera choisi en fonction du résultat des élections. Plus précisément, les chefs d'Etat et de gouvernement proposeront au Parlement européen un candidat « en tenant compte des élections au Parlement européen ». Le candidat devra ensuite être approuvé par le Parlement européen à la majorité des membres qui le composent. Auparavant, le Conseil désignait son candidat sans lien avec le choix des électeurs ; c'est donc sans conteste un pas vers plus de démocratie, du moins sur la forme. Car sur le fond, les critiques sont plus sévères : « Conçue par la Commission sortante, la « Stratégie 2020 » a défini la feuille de route de l'Union européenne jusqu'à la fin du mandat de la prochaine Commission. Et pis encore, le budget, qui précise le financement des politiques communes (politique agricole, fonds structurels, programmes européens de recherche, etc.) de l'UE est figé pour sept ans, jusqu'en 2020. Le Parlement européen élu en 2014 siègera jusqu'en 2019... Une mandature pour rien ! », selon Jacques Le Cacheux, professeur à l'Université de Pau.

# Les Régions reçoivent la patate chaude



## L'Olivier, le plus naturel

*Si nous ramenons les pourcentages obtenus aux partis qui occuperont au moins un siège au Parlement wallon, près d'un Wallon sur deux se positionne clairement pour une politique de gauche. Si on y ajoute les voix du CDH, ce sont 2/3 des wallons qui souhaitent, au pire, une politique de centre-gauche. Dès lors que le PTB a déjà annoncé son refus de participer à une coalition, il nous semble que construire la majorité la plus démocratique consisterait à reconduire la majorité PS-CDH-ECOLO, avec 62,7% des sièges. Certes, l'alliance PS-MR-CDH qui est régulièrement évoquée constituerait une majorité plus lourde. Mais de la part du PS, s'encombrer sans nécessité d'un programme libéral pour constituer un gouvernement résonnerait sans aucun doute comme une trahison pour la moitié des électrices et des électeurs wallons...*

Dossier réalisé  
par Julie Coumont

## De bonnes nouvelles de Bruxelles ?

*Bruxelles est la région du pays où aucun parti d'extrême droite n'atteint les 2%. Au sein du collège néerlandophone, la NVA arrive en 4ème position (après le VLD, le SPA et Groen), très loin de son score en Flandre. C'est une bonne nouvelle : ce parti est non seulement séparatiste, mais aussi brutalement anti-social. Et affiche pour les Bruxellois un mépris absolu.*

*Dans le collège francophone, les partis de gauche font 33 sièges sur 72 : presque le double des 18 du MR. Même si une coalition intégrant la gauche radicale est peu probable, il est possible de faire, à Bruxelles, une majorité de progrès social. Les électeurs qui ont donné la première place au PS comprendraient-ils qu'il fasse maintenant un choix vers la droite ?*

Tant en Wallonie qu'à Bruxelles, l'heure est toujours aux consultations politiques au moment où nous bouclons notre édition. Le Parti socialiste, arrivé en tête des deux élections régionales, est à la manœuvre pour former une majorité.

Le CDH, le MR et le FDF (voire Ecolo ?) sont susceptibles de monter dans le gouvernement. Les coalitions possibles sont ainsi loin d'être confortables et nous promettent quelques années de tensions sociales. D'autant que les Régions ont hérité de matières potentiellement explosives avec la sixième réforme de l'Etat.



## L'emploi

Les partis flamands y tenaient particulièrement et l'ont obtenu : le contrôle de la disponibilité des travailleurs sans emploi est désormais confié aux Régions, qui se chargeaient déjà de les accompagner dans leurs recherches. Celles-ci sont également compétentes pour la politique des « groupescibles », qui octroie des réductions de cotisations sociales aux employeurs s'ils embauchent certaines catégories de personnes. Les Régions reprennent aussi les titres-services, avec tous les dilemmes qu'ils posent : entre le coût pour la société et l'insécurité pour les travailleuses et travailleurs, cet argent pourrait sans doute être mieux utilisé. On le voit, la clé de tous ces défis est avant tout la création d'emplois durables, non délocalisables, de qualité et profitables à l'ensemble de la société. Les Régions ont

dorénavant l'opportunité d'y contribuer, en investissant notamment dans les services à la population et la transition écologique.

## La santé

Ce n'était pas une bonne idée, mais il faut désormais faire avec : une partie importante des soins de santé et les maisons de repos sont passées aux Régions, sans l'entièreté des moyens financiers qu'elles nécessitent. Nous devons donc encourager fortement nos gouvernements régionaux à faire de ces politiques, essentielles pour la population, une priorité budgétaire. D'autant que financer le secteur non-marchand n'est pas une charge pour la société, mais bien un investissement économique et social qui a déjà fait

ses preuves. Un grand travail de conviction sera nécessaire.

## L'enseignement

Pour être exact, l'enseignement est une compétence non pas des Régions, mais de la Fédération Wallonie-Bruxelles, qui rassemble les députés wallons et bruxellois francophones. Il ne s'agit pas d'un nouveau transfert, mais les défis sont de plus en plus criants. Aujourd'hui, notre enseignement est l'un des plus inégalitaires et a besoin d'une politique cohérente, volontariste et efficace. Les pistes sont connues, à commencer par favoriser le tronc commun, réaliser la mixité sociale et assurer des conditions de travail correctes aux enseignantes et enseignants.